

## AKTUELL

## CONSTITUTION

# La voix de son maître

Renée Wagener

**Le gouvernement a pris position par rapport au projet de révision de la Constitution, et s'érige en gardien des prérogatives monarchiques.**

Les tentatives de réforme de la constitution luxembourgeoise durent depuis plus de trois décennies. La proposition de révision de mai 2009 du député Paul-Henri Meyers (CSV), au nom de la « Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle », sera-t-elle la bonne ? Rien n'est moins sûr depuis que la prise de position du gouvernement vient de sortir la semaine dernière.

Pourtant, celui-ci n'a pas seulement l'avantage d'offrir une refonte globale et cohérente du texte, mais également d'avoir été concocté par un membre de la majorité parlementaire au-dessus de tout soupçon de subversion. Néanmoins, le gouvernement lui met un poignard dans le dos en se faisant le porte-parole du grand-duc, aux fonctions duquel la commission parlementaire voudrait donner un cadre plus clair - et plus restreint. Cela n'étonne pas. Parmi les membres du gouvernement figurent les mêmes Biltgen et Asselborn qui en 1999, alors que la Chambre avait déjà voulu procéder à une « grande » révision de la constitution, avaient empêché la révisibilité des articles qui concernaient les pouvoirs du grand-duc - ou de la grande-duchesse, s'il y en a.

Abandonner les « fictions » en matière de répartition de l'exercice des pouvoirs, dont la constitution actuelle grouille, était un des objectifs formulés par la commission. Mission délicate, car il s'agit surtout d'enlever le flou entre les fonctions du grand-duc et celles du gouvernement, notamment en matière de lois et de règlements grand-ducaux. Si la commission veut « à l'avenir épargner au Grand-Duc et au pays des épreuves comparables à celles de décembre 2008 » - allusion à l'affaire de l'euthanasie - le grand-duc lui-même ne semble pas l'entendre de cette oreille.

Comme si elle avait pressenti cette opposition, la commission des institutions s'était assuré le soutien moral de la « Commission de Venise », très respectable organe du Conseil de l'Europe s'occupant de questions constitutionnelles, en lui commandant

un avis sur les propositions de révision luxembourgeoises. Mais la bienveillance de cet organe, notamment quant à la proposition de transférer la promulgation des lois du grand-duc au gouvernement, ne semble pas impressionner ce dernier qui plaide en faveur du statu quo.

La « Commission de Venise » était par contre restée silencieuse sur la question de la succession au trône. Dans d'autres monarchies, tels les Pays-Bas, le parlement a un droit de regard dans ce domaine, jusqu'à exclure un ou une descendant-e de la succession héréditaire. Au Luxembourg, la commission parlementaire se limite à donner une base constitutionnelle au pacte de famille de la maison de Nassau et à en soumettre toute modification au parlement. Le gouvernement par contre écoute la voix de son maître : il se contente de publier les dispositions du pacte au Mémorial, reconnaissant lui-même qu'ainsi, « les dispositions échapperaient bien évidemment au contrôle du législateur ». Soumission ou tentative stratégique de faire passer la balle au parlement dans cette affaire délicate ? En tout cas, le constat de la commission parlementaire que « la volonté des pouvoirs constitués de procéder à une refonte de la Constitution [...] se détache nettement des réticences et des hésitations antérieures », semble se réduire au parlement.

Parmi les 145 articles qui sont à disposition, le futur rôle de la monarchie attirera donc l'attention du public. Au risque de détourner son regard d'autres agencements importants. Ainsi, la commission avait proposé d'étendre la jouissance de la protection des personnes étrangères, à « toute personne ». Le gouvernement par contre veut limiter cette protection à « toute personne qui se trouve légalement sur le territoire du Grand-Duché », une limitation aux conséquences néfastes pour des personnes cherchant refuge au Luxembourg. Et il ne reprend pas non plus la critique de la « Commission de Venise » que l'article « Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi » reste inchangé. Dans le futur « Etat de droit », l'égalité restera liée à la condition d'un passeport luxembourgeois.

## SHORT NEWS

## Rainbow Warrior II wird zum Spitalschiff

Es gibt wieder einen Lichtblick für die Menschen, die in größter Armut an den Küsten von Bangladesh leben. Dieser wird ihnen von einem, für medizinische und ärztliche Versorgung nach modernster Technik hergerichteten Schiff, gebracht. Letzteres ist ein ehemaliges Dampfschiff, das von Greenpeace zum Motorsegler umgebaut wurde, um während 22 Jahren gegen umweltfeindliche Aktivitäten wie Nukleartests, Jagd auf Wale, sowie den Transport illegaler Holzwaren aus den Tropen zu protestieren. Die Rainbow Warrior II kam zuletzt an der Küste Fukushimas in den Einsatz, um, Anfang des Jahres, nach der Nuklearkatastrophe im japanischen Kernkraftwerk, diverse Stichprobenuntersuchungen bezüglich Radioaktivität auszuführen. Friendship Luxembourg unterstützt die regionale Organisation Friendship Bangladesch dabei das in Rongdhonu umgetaufte Schiff in eine schwimmende Klinik umzubauen. So kann auch den Gemeinden in größter Not und an abgeschiedenen Orten, Hilfestellungen geleistet werden. Die Rongdhonu wäre dann das zweite Schiff, welches die Küste Bangladeschs und die Bucht Bengalens medizinisch betreut und auch in Notfallsituationen bereitsteht. Die NGO Friendship Luxembourg setzt sich aktiv für soziale Tätigkeiten in den Bereichen der schulischen Förderung und der Integration in Bangladesh ein.

## Fouercuvée mit Wermutstropfen

Wie jedes Jahr gaben die Gemeindeverantwortlichen um Bürgermeister Pol Helminger auf der Pressekonferenz zur Vorstellung der Schouberfouer, am Mittwochmorgen, vor allem Erfreuliches bekannt. So werden für die diesjährige Ausgabe des Volksfestes wieder einmal um die zwei Millionen Besucher erwartet, auf die mehr oder weniger spektakuläre Neuerungen warten. Neben neuen Fahrgeschäften, die Namen wie Big Roller Coaster, Crazy Dance oder XXL tragen, wird auch erstmals ein eigener Fouer-Schaumwein angeboten. Allerdings musste Marc Weydert vom Office des fêtes, foires et marchés auch eingestehen, dass sich zum „ersten Mal“ in der 671-jährigen Geschichte der Fouer ein Schausteller kurzfristig abmeldete. Ein deutscher Gaststättenbesitzer war nämlich der Meinung, die Unkosten seien mittlerweile so hoch in Luxemburg, dass sich sein Geschäft nur noch mäßig lohne. Er bevorzugt stattdessen Jahrmärkte in Stuttgart und München. Bleibt nur zu hoffen, dass sich dieser Einzelfall in den nächsten Jahren nicht zu einer allgemeinen Tendenz entwickelt. Und natürlich, wie Bürgermeister Pol Helminger abschließend unterstrich, „datt gutt Wieder bleibt, datt keen zevill drénkt, keen gepickt gëtt a keen de Portemonni geklaut kritt.“

## Nutzen statt Besitzen

Der alternative Verkehrsclub Deutschland (VCD) bescheinigt in seiner diesjährigen Auto-Umweltliste erneut vor allem den Hybrid-Modellen des Toyota-Konzerns besondere Umweltfreundlichkeit. Der Lexus CT 200h, Teil der Premiumflotte Toyotas, ging als Gesamttestsieger hervor, gefolgt vom Toyota Prius Hybrid sowie dem drittplatzierten Toyota iQ 1.0 VVT-i. Als „Klimabester“ wird weiter der Kleinwagen smart fortwo coupé 40 kW cdi angeführt, der allerdings nur zwei Personen befördern kann. Es fällt auf, dass in den Top Ten kaum europäische Wagen zu finden sind, was der VCD mit dem Vorwurf quittiert, die hiesige Industrie habe den Trend verschlafen. Wichtigste Bewertungskriterien der Umwelttester waren die Auswirkungen von Lärm und Abgasen auf Mensch und Natur. Zum ersten Mal wurde auch eine separate Liste mit reinen Elektroautos veröffentlicht, auch wenn der VCD Privatkunden momentan vom Kauf solcher abrät. „Aufgrund hoher Kosten für die Batterie bleiben die Fahrzeuge deutlich teurer als sparsame Benzin- oder Diesel, die Reichweiten sind beschränkt.“, so Gerd Lottspen, Sprecher des Verkehrsclubs. Generell wird jedoch darauf hingewiesen, dass „die Stärkung von Alternativen zum eigenen Auto“ eine besonders wichtige Rolle für das Erreichen von Klimazielen spielt. Folglich macht sich die VCD-Bundesvorsitzende Monika Ganseforth in einer Pressemitteilung für das Motto „Nutzen statt Besitzen“ stark.